

JOURNEES SOCIETES CIVILES AFRICAINES ET EUROPEENNES

POUR UN PARTENARIAT ENTRE L'UNION AFRICAINE ET L'UNION
EUROPEENNE OUVERT, INCLUSIF ET DURABLE

6 MAI 2022 ET 7 MAI 2022

14H-18H ET 9H-18H

LIEU : ESPACE OSCAR NIEMEYER

2 PLACE DU COLONEL FABIEN, 75019 PARIS, FRANCE

CONTACTS PRESSE : AGENCE RUP

PASCALE HAYTER - 06 83 55 97 91

pascale.hayter@lagencerup.fr

MARLYN DUFETRELLE - 06 70 13 16 91

marlyn.dufetrelle@lagencerup.fr



Cofinancé par
l'Union européenne

SOMMAIRE

1. LES JOURNEES SOCIETES CIVILES AFRICAINES ET EUROPEENNES
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DES JOURNEES SOCIETES CIVILES
3. POUR UN PARTENARIAT OUVERT, JUSTE ET DURABLE – LES PRIORITES DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC) POUR LE PARTENARIAT DE L'UNION AFRICAINE (UA) - UNION EUROPEENNE (UE)
4. RESULTAT ATTENDU DES JOURNEES SOCIETES CIVILES
5. LE PROGRAMME
6. LES INTERVENANTS ET INTERVENANTES
7. COORDINATION SUD ET SES PARTENAIRES
8. INFORMATIONS PRATIQUES

1. LES JOURNÉES SOCIÉTÉS CIVILES AFRICAINES ET EUROPÉENNES

Les **Journées Sociétés Civiles Africaines et Européennes** sont organisées par **Coordination SUD**, la plateforme française des ONG de solidarité internationale, et ses partenaires dont **CONCORD Europe** et **FORUS International**, les **6 et 7 mai 2022** à l'Espace Oscar Niemeyer à Paris. Ces journées s'inscrivent dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, et dans la continuité du 6^e sommet des chefs d'Etats africains et européens qui s'est tenu à Bruxelles en février 2022, à l'occasion duquel a été renouvelé le partenariat entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE).

Cet événement **réunira plus de 150 personnes des sociétés civiles africaines et européennes** issues d'organisations de solidarité internationale, communautaires, paysannes, féministes, des jeunes, de défense des droits humains ainsi que de nombreuses personnalités de la société civile et du monde académique. Des représentants et représentantes des pouvoirs publics seront également invités à s'exprimer à cette occasion : Union africaine, Union européenne, Sénégal (présidence de l'UA) et France (présidence de l'UE).

2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DES JOURNEES SOCIETES CIVILES

RETOUR SUR LE PARTENARIAT UE - ACP ET L'ACCORD COTONOU

L'[accord de partenariat](#) entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), et l'Union européenne et ses États membres, signé à Cotonou en juin 2000, visait à **éradiquer la pauvreté, à soutenir le développement économique, culturel et social durable** des pays ACP et à **faciliter l'intégration progressive de leurs économies** dans l'économie mondiale.

L'expiration de cet accord de partenariat en 2020, lequel couvrait plus de 100 pays représentant une population totale d'environ 1,5 milliard de personnes, constitue une occasion stratégique pour **moderniser les relations entre l'UE et ses partenaires ACP**, en tenant compte du **nouveau contexte mondial** et en axant le partenariat sur des intérêts et des objectifs communs et sur des responsabilités partagées.

La commissaire européenne aux partenariats internationaux, **Jutta Urpilainen**, et le ministre togolais des affaires étrangères, **Robert Dussey** ont signé le 15 avril 2021 un **nouvel accord de partenariat entre l'UE et les États ACP**, marquant ainsi la conclusion officielle des négociations de l'accord post-Cotonou, **qui fixe le cadre de coopération politique, économique et sectorielle pour les vingt prochaines années**. Ce partenariat a pour vocation de s'appuyer sur le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, d'être cohérent avec les besoins actuels des populations, et de transcender les relations traditionnelles déséquilibrées entre l'Afrique et l'Europe.

« Au plus près des réalités et défis internationaux les plus récents, l'accord devrait changer la donne en ce qui concerne le renforcement des relations bilatérales que l'UE entretient avec chacun des États OEACP et leurs régions respectives, érigeant le partenariat OEACP-UE en une force internationale pour faire progresser les ambitions communes des parties sur la scène mondiale. »
Jutta Urpilainen, commissaire aux partenariats internationaux.

« Le nouvel accord incarne les ambitions des deux parties de renouveler les modalités de leur coopération et de repositionner leur partenariat pour l'axer sur de nouveaux objectifs dans un monde qui a profondément changé et est en constante mutation. [...] Nous travaillerons de concert pour relever les défis mondiaux, et nous le ferons en étroite coopération avec d'autres partenaires sur la scène mondiale. »

Robert Dussey, ministre togolais des affaires étrangères, négociateur en chef de l'OEACP (organisation des Etats ACP).

Ce nouvel accord jette les bases et modernise considérablement la coopération et élargit la portée et l'ampleur des ambitions de l'UE et de l'OEACP en vue de mieux relever les défis actuels et à venir.

Concrètement, l'accord est constitué d'un « socle commun », lisant les valeurs et les principes qui unissent les partenaires et précisent les domaines stratégiques prioritaires. Ces domaines sont les suivants :

- les droits de l'homme, la démocratie et la gouvernance au sein de sociétés axées sur les personnes et fondées sur les droits,
- la paix et la sécurité,
- le développement humain et social,
- la viabilité environnementale et le changement climatique,
- la croissance et le développement économiques durables et inclusifs,
- la migration et la mobilité.

LE PARTENARIAT UNION AFRICAINE – UNION EUROPEENNE ET LES ORGANISATIONS DES SOCIÉTÉS CIVILES

Ces dernières années, les États africains et européens se sont engagés dans le cadre de plusieurs forums internationaux à associer davantage les sociétés civiles dans leur partenariat, notamment dans le cadre de l'aide publique au développement. Ces engagements se sont traduits par la création d'espaces de dialogue et de concertation pluri-acteurs, en particulier à l'occasion des sommets entre l'Union africaine et l'Union européenne et dans le cadre de la coopération entre l'UE et les États d'Afrique, Caraïbes et du Pacifique. L'association des sociétés civiles au partenariat entre l'UA et l'UE doit encore être renforcée afin que les organisations des sociétés civiles soient considérées comme des actrices à part entière et soient impliquées effectivement dans la définition, la mise en œuvre et le suivi de la coopération entre les deux continents. Alors que les États africains et européens ont redéfini leurs priorités et leur agenda à l'occasion de leur 6^{ème} sommet en février 2022, il reste encore à préciser les mécanismes concrets d'implication des acteurs et actrices des sociétés civiles dans le partenariat, et à reconnaître leur rôle actif et fondamental dans le développement durable et économique de l'Afrique.

LE 6^E SOMMET UNION AFRICAINE – UNION EUROPEENNE ET LES CONTRIBUTIONS DES SOCIÉTÉS CIVILES

En amont du sommet entre les chefs d'États africains et européens de février 2022, la Commission européenne et plusieurs organisations des sociétés civiles africaines et européennes ont organisé un Forum jeunesse et Forum société civile les 15 et 16 février 2022.

Ces forums ont permis aux organisations participantes de se rassembler en ligne afin de partager leurs analyses et priorités pour le partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne afin de formuler des recommandations communes, notamment en faveur de l'inclusion des sociétés civiles dans la gouvernance du partenariat. Ces dernières ont été partagées aux chefs d'États durant le sommet des 17 et 18 février et synthétisées dans deux documents [No decision about us without us!](#) et [Joint outcomes of the youth track Africa-Europe Week](#), publiés sur le site de la Commission européenne.

3. POUR UN PARTENARIAT OUVERT, JUSTE ET DURABLE – LES PRIORITÉS DES OSC POUR LE PARTENARIAT UA-UE ET LES THÈMES PRINCIPAUX

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

La présidence française du Conseil de l'Union européenne est l'occasion de travailler avec les pays africains à la mise en place d'un nouveau partenariat afin de sortir de la logique bailleurs-bénéficiaires et de construire des relations plus égalitaires.

Dans ce cadre et en tant que plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale, Coordination SUD et ses 180 membres sont engagés en faveur d'un partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne associant les OSC dans sa définition, sa mise en œuvre et son suivi, et renforçant l'environnement favorable des OSC à travers :

- l'accès aux financements pour les OSC dans toutes leurs diversités,
- le renforcement de la capacité d'action des OSC humanitaires et de développement,
- la protection de l'espace d'action et du personnel (salariés et volontaires) des OSC,
- le renforcement de la cohérence des politiques publiques nationales et régionales à l'échelle européenne et africaine,
- des engagements et des avancées significatives en faveur de l'égalité de genre et de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles,
- le découplage définitif des politiques de développement et des politiques migratoires,
- des actions significatives afin de s'attaquer aux causes profondes de la faim, notamment par la promotion de systèmes agricoles pérennes, justes et durables,
- et un accès de toutes et tous aux produits de santé.

Retrouvez le positionnement de Coordination SUD pour une présidence française du Conseil de l'UE en faveur de la solidarité internationale : [cliquez-ici](#).

RECOMMANDATIONS DES SOCIÉTÉS CIVILES AFRICAINES ET EUROPEENNES

Lors des Forum jeunesse et Forum société civile de février 2022, les organisations des sociétés civiles participantes ont formulé des recommandations en faveur :

- du dépassement du cadre traditionnel postcolonial et déséquilibré des relations entre les pays africains et européens / pays appauvris et pays riches,
- de l'établissement de mécanismes concrets de gouvernance, associant les jeunes et les organisations des sociétés civiles africaines, européennes et de diaspora, sur la base de structures claires et transparentes de mises en œuvre et de suivi,
- de la reconnaissance, par le partenariat Union africaine – Union européenne, de la diversité et du rôle des sociétés civiles et de la promotion des droits humains, d'une approche centrée sur les personnes et d'économies sociales et solidaires ancrées dans les territoires.

Ces messages clés constitueront le fil conducteur des Journées Sociétés Civiles Africaines et Européennes, lesquelles s'appuieront également sur les priorités thématiques suivantes :

- souveraineté alimentaire et transformation rurale,
- travail décent et secteur informel dans un monde numérique,
- développement humain à travers l'éducation, la santé et la protection sociale,
- migrations et mobilités,
- partenariat vert équitable,
- gouvernance, paix et sécurité.

Ces recommandations et priorités sont le fruit d'un important travail réalisé par les sociétés civiles africaines et européennes depuis de nombreuses années, en lien avec les engagements internationaux tels que [l'Accord de Paris](#) pour le climat, [l'Agenda 2030](#) des objectifs du développement durable et [l'Agenda 2063](#) pour le développement inclusif et durable de l'Afrique.

4. ENJEUX, OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DES JOURNEES SOCIETES CIVILES

Après le sommet des chefs d'État et de gouvernement africains et européens des 17 et 18 février 2022, les Journées Sociétés Civiles réuniront à leur tour les représentantes et représentants africains et européens afin de discuter des nouveaux contours et modalités du partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne.

Cette rencontre permettra aux organisations des sociétés civiles africaines et européennes de **construire une approche commune du partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne** afin de préciser leurs rôle et place dans sa définition, sa mise en œuvre et son suivi. Les participantes et participants porteront également leur regard sur leurs pratiques de coopération, entre organisations africaines et européennes, dans la perspective de **dépasser les relations traditionnelles et déséquilibrées entre l'Afrique et l'Europe**.

Ces échanges contribueront également à redéfinir la coopération entre l'Afrique et l'Europe vers un rééquilibrage du partenariat, notamment à travers la localisation et la décolonisation des financements.

5. PROGRAMME DES JOURNEES SOCIETES CIVILES

VENDREDI 6 MAI - DEROULE

13H45 - 14H00	<p>ACCUEIL</p> <p>Nadia Henni-Moulaï, journaliste et autrice Eyoun Nangué, journaliste et réalisateur</p>
14H00 - 14H15	<p>JOURNEES SOCIETES CIVILES AFRICAINES ET EUROPEENNES - BIENVENUE</p> <p>Olivier Bruyeron, président, Coordination SUD Christelle Kalhoule, présidente, FORUS International Rilli Lappalainen, président, CONCORD Europe</p>
14H15 - 15H15	<p>PARTENARIAT UA - UE & ORGANISATIONS DE LA SOCIETES CIVILES - QUELLE VISION COMMUNE POUR 2030 ?</p> <p>Intervenantes et intervenants :</p> <p>Mme. Jutta Urpilainen, commissaire européenne aux partenariats internationaux (<i>confirmée, vidéo</i>) M. Bankole Adeoye, commissaire africain Affaires politiques, Paix et Sécurité (<i>invité</i>) Mme. Aïssata Tall Sall, ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'étranger, Sénégal, <i>présidence en exercice de l'Union africaine (invitée)</i> M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, France, <i>présidence en exercice du conseil de l'Union européenne (invité)</i></p>
15H15 - 16H15	<p>PARTENARIATS & SOCIETES CIVILES - QUELLE STRATEGIQUE COMMUNE POUR 2030 ?</p> <p>Intervenantes et intervenants :</p> <p>Mme. Mahawa Kaba Wheeler, DG, Direction Femmes, Genre et Développement, Commission africaine (<i>invitée</i>) M. Koen Doens, DG, Direction générale aux partenariats internationaux (<i>invité</i>) Mme. Angela Odai, DG, Direction des organisations citoyennes et de diaspora (<i>confirmée</i>) M. Rémy Rioux, DG, Agence française de développement (<i>invité</i>)</p>
16H15 - 16H30	<p>PAUSE</p>
16H30 - 16H45	<p>POUR UN PARTENARIAT ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE D'EGAL A EGAL, QUELLES PERSPECTIVES ?</p> <p>Intervenant : Achille Mbembe, historien, spécialiste des questions décoloniales et auteur du livre « Pour un monde en commun – Regards croisés entre l'Afrique et l'Europe »</p>

	TRIBUNE LIBRE
16H45 - 17H45	<p>QUELS INSTRUMENTS POUR UNE GOUVERNANCE INCLUSIVE ET TRANSPARENTE DU PARTENARIAT ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE ?</p> <p style="text-align: right;">GROUPES DE DISCUSSION</p>
17H45 – 18H00	<p>ASYMETRIES ET DIVERSITES, RICHESSE DES ORGANISATIONS DES SOCIETES CIVILES</p> <p>Intervenante pressentie : Leyla Darkhli, historienne et chercheuse au Centre Marc Bloch du CNRS</p> <p style="text-align: right;">TRIBUNE LIBRE</p>
18H00 - 18H15	CONCLUSION

SAMEDI 7 MAI - DEROULE

9H00 - 9H30	ACCUEIL
9H30 - 9H45	<p>ÉTAT D'URGENCE CLIMATIQUE ET DEPLACEMENTS HUMAINS, QUELLES PERSPECTIVES AFRICAINES ?</p> <p>Intervenant : Boubakar Seck, Caritas Sénégal</p> <p style="text-align: right;">TRIBUNE LIBRE</p>
9H45 - 11H00	<p>JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE, QUEL PARTENARIAT EQUITABLE ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE ?</p> <p>Intervenants et intervenantes pressenties : Youba Sokona (chercheur, think tank Ukama de l'IDDRI), Anne Marie Abaagu (Women Environmental Program), Rachel Simon (Climate Action Network Europe), CCFD-Terre Solidaire</p> <p style="text-align: right;">TABLE RONDE</p>
11H00 - 11H15	PAUSE
11H15 - 12H45	<p>DEVELOPPEMENT DURABLE : COMMENT CONSTRUIRE UN PARTENARIAT EQUITABLE ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE?</p> <p style="text-align: right;">GROUPES DE DISCUSSION</p>
12H30 - 14H00	DEJEUNER
14H00 - 14H15	<p>FINANCEMENTS INNOVANTS POUR LES ORGANISATIONS DES SOCIETES CIVILES : QUELLES TENDANCES ET PRATIQUES ?</p> <p>Intervenante : Leah Diane Mitaba (Zambia Council for Social Development)</p> <p style="text-align: right;">TRIBUNE LIBRE</p>
14H15 - 15H15	<p>ENVIRONNEMENT FAVORABLE DES OSC : MENACES, DEFIS ET DESEQUILIBRES</p> <p>Intervenants et intervenantes pressenties : Sylvie Capitant (Co-directrice de l'Institut d'Etude du Développement de la Sorbonne IEDES), Jean-Marc Boivin (Représentant du Mouvement Associatif auprès du CESE), Amina Cheballah (Tharwa N'Fadhma N'Soumeur), Moses Isooba (Directeur général Uganda National NGO Forum), Lia Conceicao (European Institute of Peace)</p> <p style="text-align: right;">TABLE RONDE</p>
15H15 - 15H30	PAUSE

15H30 - 17H00	<p>ENVIRONNEMENT FAVORABLE DES OSC, QUELLES MODALITES DE RENFORCEMENT ET DE PROMOTION ?</p> <p style="text-align: right;">GROUPES DE DISCUSSION</p>
17H00 - 17H30	<p>OSC ET POUVOIRS PUBLICS, QUELLES RELATIONS POUR UN PARTENARIAT DURABLE, JUSTE ET INCLUSIF ?</p> <p style="text-align: center;">Intervenant pressenti : Alain Mabanckou, écrivain et professeur de littérature à UCLA</p> <p style="text-align: right;">TRIBUNE LIBRE</p>
17H30 - 18H30	<p>CLOTURE DES JOURNEES SOCIETES CIVILES, SUIVI D'UN COCKTAIL</p>

6. LES INTERVENANTES ET INTERVENANTS



Olivier Bruyeron, président de Coordination SUD

« Les crises sanitaire, économique, sociale, environnementale et politique sont infiniment liées entre elles. Elles nécessitent une solidarité à la même échelle. Aujourd’hui toute action nationale a des impacts sur les populations, les territoires et les économies du monde entier. »

Olivier Bruyeron est ingénieur agroalimentaire. Engagé dans la solidarité internationale depuis 25 ans, il a assuré diverses responsabilités en France ou à l’étranger, au plus proche des territoires et des populations sur différents projets qu’il a menés ou expertisés, notamment ceux liés à la transformation agroalimentaire et la nutrition. Directeur général du Gret de 2013 à 2019, Olivier Bruyeron a été élu le 26 novembre 2020 président de Coordination SUD.



Christelle Kalhoule, Présidente de FORUS International

« Le fait que nous soyons des organisations de la société civile d’horizons et de contextes différents travaillant de manière unique mais autour de causes communes, nous permet de créer des espaces de discussion et de partage. »

Christelle Kalhoule, qui a une grande expérience dans la promotion et le soutien du travail de la société civile, est également présidente de SPONG, la plateforme nationale des ONG du Burkina Faso. Elle est engagée dans la promotion des libertés individuelles et collectives à travers l’Afrique de l’Ouest, notamment dans la région du Sahel où elle se concentre sur la défense des droits de l’homme, la protection des femmes et des enfants, ainsi que la justice climatique.



Rilli Lappalainen, Président de CONCORD Europe

Rilli Lappalainen a développé une forte expertise en matière d’ingénierie, d’éducation et de politique internationale. Ses expériences en matière d’ingénierie, d’éducation et de politique internationale ont nourri sa passion pour la recherche de meilleurs moyens pour intégrer l’apprentissage et l’éducation dans la politique, pour trouver de nouvelles solutions pour tous.

Rilli Lappalainen est le fondateur et président de Bridge 47, un réseau mondial visant à rassembler les populations pour partager et apprendre à l’aide de l’éducation à la citoyenneté mondiale. Président de CONCORD depuis novembre 2020, il est également directeur du développement durable chez FINGO, la plateforme des ONG de développement finlandaises, et vice-président de FORUS. Il intervient régulièrement à l’occasion d’événements et pour des médias internationaux et nationaux.



Eyoum Nganguè est journaliste et scénariste¹

Il s'est d'abord fait un nom dans la presse camerounaise. Suite à un article critiquant un projet de changement de Constitution, il est emprisonné pendant deux mois par les autorités de son pays. Il s'exile en décembre 1997 vers la France où il co-fonde l'association *Journalistes Africains en Exil*.

En 2003, il remporte le Prix Africa e Mediterraneo grâce au *Flic de Gnasville*, une BD portant sur la torture dans les prisons africaines. Il publie ensuite *Une éternité à Tanger* sur l'émigration de jeunes subsahariens. Eyoum Nganguè a été, jusqu'en 2013, rédacteur en chef de *Planète Jeunes*. Il a obtenu un doctorat en anthropologie sur la place de la politique dans les musiques urbaines de Côte d'Ivoire. Il est actuellement chef de rubrique au magazine *Le Pèlerin* à Paris et membre du Conseil d'administration de Reporters Sans Frontières.



Nadia Henni-Moulaï est journaliste et auteur

Après des études de lettres et de communication politique, elle commence dans le milieu politique avant de rejoindre la direction de la communication de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

En 2008, elle rejoint la rédaction du Bondy Blog et pige pour divers médias comme Salam news et Yahoo. Elle est aussi l'une des rédactrices du blog *Politicia*, dédié aux femmes engagées. En avril 2011, elle crée *Le Melting Book*, un site qui propose les portraits de ceux qui font bouger les lignes. Elle publie *Un Rêve, Deux Rives* présentant une autre histoire de l'immigration algérienne et *Petit précis de l'islamophobie ordinaire*. Son travail couvre différents champs liés notamment à l'Islam en France.



Achille Mbembe est historien et politologue

Achille Mbembe est enseignant-chercheur en histoire et sciences politiques à Johannesburg. Il est l'auteur de multiples ouvrages sur les modes de pensée et de fonctionnement de l'Afrique décolonisée comme *Sortir de la grande nuit*, *Critique de la raison nègre* et *Politiques de l'inimitié* ou encore *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*.

En 2021, il est chargé par le président de la République française de mener un cycle de discussions dans douze pays africains et au sein de la diaspora africaine de France afin de préparer le « Nouveau Sommet Afrique-France » du 8 octobre 2021. Ce qui lui a permis de réaliser le rapport *Les nouvelles relations Afrique-France*, publié en amont du sommet Afrique-France de Montpellier.²

¹ Extrait de Federici, S. (2017). Entretien avec Eyoum Ngangué. *Études littéraires africaines*, (44), 173–192. <https://doi.org/10.7202/1051547ar>

² Extrait de <https://geopolitique.eu/auteurs/achille-mbembe/>



Youba Sokona est un spécialiste du développement durable en Afrique

Avec plus de 35 ans d'expérience dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du développement durable en Afrique, Youba Sokona est une figure mondiale de premier plan.

Youba Sokona est vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) depuis 2015, après avoir occupé le poste de coordinateur du Centre africain pour la politique climatique (ACPC) et de secrétaire exécutif de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). En 2021, il a intégré la plateforme Ukama lancée en 2021 par l'IDDRI, un réseau d'experts africains et européens (issus de *think tanks* et d'universités) mobilisés en faveur d'une relance durable et de la transformation économique de l'Afrique afin de rassembler des experts et chercheurs d'Europe et d'Afrique.

7. LES ORGANISATIONS A L'ORIGINE DES JOURNEES SOCIETES CIVILES

Les Journées Sociétés Civiles Africaines et Européennes sont organisées par Coordination SUD en partenariat avec les réseaux FORUS International et CONCORD Europe dont elle est membre.



[Coordination SUD](#) est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 180 ONG françaises travaillant dans la solidarité internationale. Les ONG membres mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées, ainsi que des actions d'éducation à la citoyenneté et de plaidoyer. Coordination SUD assure quatre missions :

- Promotion et défense du secteur,
- Renforcement de la professionnalisation des organisations à travers le conseil et la formation,
- Plaidoyer sur la solidarité internationale auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde,
- Services de veille, d'analyse et de diffusion d'information.



[FORUS](#) est un réseau mondial composé de Plateformes Nationales d'ONG et de Coalitions Régionales apportant une contribution collective majeure au développement, à la paix, à la démocratie,

au développement durable et à la justice. Par sa participation active, FORUS influence les négociations locales et mondiales tout en contribuant à la construction d'une communauté internationale unie. L'objectif du réseau est de promouvoir un monde juste et durable, où les populations les plus vulnérables peuvent faire entendre leur voix, où les droits de l'homme sont respectés et où les inégalités et l'injustice sont combattues.



CONCORD est la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement, constituée d'organisations membres représentant plus de 2600 ONG et soutenus par des millions de citoyens à travers l'Europe.

CONCORD travaille de trois manières principales pour parvenir à un changement transformateur :

- Agir en tant que défenseur auprès de l'UE et influencer la coopération internationale européenne avec les membres de la confédération,
- Convoquer et connecter les réseaux européens et les plateformes nationales pour échanger des compétences et apprendre les uns des autres,
- Utiliser l'intelligence collective et faire du brainstorming avec ses alliés pour explorer des solutions innovantes et de nouvelles façons de travailler et pour renforcer la résilience du secteur.

INFORMATIONS PRATIQUES

ACCES

Espace Oscar Niemeyer, 2 Place du Colonel Fabien, 75019 Paris, France

Porte C, 8 rue Mathurin Moreaux

[Plan d'accès](#)

TRANSPORTS

Métro Colonel Fabien ligne 2

Métro Jaurès ligne 5

Bus lignes 46 et 75

Vélib' : 10038 – Colonel Fabien

CONTACTS PRESSE

Vous souhaitez participer à l'une des deux journées, être mis en relation avec une personne des Journées Sociétés Civiles, avec une organisation partenaire africaine ou européenne, ou une personne experte pour une demande d'interview ?

Pascale Hayter - 06 83 55 97 91

pascale.hayter@lagencerup.fr

Marlyn Dufetrelle - 06 70 13 16 91

marlyn.dufetrelle@lagencerup.fr

Pour toute information logistique ou sur le contexte et les enjeux des Journées Sociétés Civiles :

Liza Gatineau Radelli

gatineau@coordinationsud.org – +33 (0)6 17 83 22 40

Corentin Martiniault

martiniault@coordinationsud.org – +33 (0)6 36 45 61 92



Le projet "Vers une Europe ouverte, juste et durable dans le monde - Troisième Projet en trio de la Présidence du Conseil de l'UE" est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par CONCORD Suède ; la plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale Coordination SUD ; le Forum pour la coopération au développement tchèque FoRS ; et la Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement CONCORD.